

FD/CLL N° 19559

Contacts Ifop : Frédéric Dabi / Cécile Lacroix-Lanoë

Tél : 01 45 84 14 44

cecile.lacroix-lanoë@ifop.com



pour

ROBECO
The Investment Engineers

Les Français et l'inflation - Vague 8

Note de synthèse
Septembre 2011

Sommaire

- 1 - La méthodologie.....	1
- 2 - Les principaux enseignements.....	3

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Robeco gestions
Echantillon	Échantillon de 950 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.
Dates de terrain	Du 15 au 16 septembre 2011

NB : Les rappels indiqués dans ce rapport, sauf mention contraire, sont issus des vagues précédentes du Baromètre Ifop/Robeco :

- **Vague 1** : Enquête menée par téléphone les 3 et 5 mars 2008 auprès d'un échantillon de 955 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 2** : Enquête menée par téléphone du 2 au 4 juin 2008 auprès d'un échantillon de 956 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 3** : Enquête menée par téléphone du 8 au 10 septembre 2008 auprès d'un échantillon de 953 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 4** : Enquête menée par téléphone les 13 et 14 novembre 2008 auprès d'un échantillon de 957 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 5** : Enquête menée par téléphone les 2 et 3 avril 2009 auprès d'un échantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 6** : Enquête menée par téléphone les 24 et 25 septembre 2009 auprès d'un échantillon de 967 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 7** : Enquête menée par téléphone les 30 septembre et 1^{er} octobre 2010 auprès d'un échantillon de 1012 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

- 2 -

Les principaux enseignements

Cette huitième vague du Baromètre Ifop/Robeco s'inscrit dans un contexte économique difficile marqué par la permanence de la crise économique et financière agitée néanmoins de nouveaux soubresauts. Après la crise grecque et la dégradation de la note AAA des Etats-Unis, une attention accrue est portée aux déficits publics et la rigueur budgétaire a été renforcée en France. Les indicateurs macroéconomiques restent au rouge avec une hausse du chômage et une croissance molle voire nulle. L'inflation continue sa hausse après une période de déflation en 2009. Cette évolution des prix se révèle bien perçue des Français :

- **Les personnes interrogées identifient une augmentation de l'inflation plus forte que l'année dernière, ce qui recoupe bien les variations réelles du taux d'inflation.** Pour autant, et ceci constitue un enseignement fort de ce baromètre depuis sa création, il existe un écart réel entre le taux perçu et le taux réel de l'inflation : **alors que l'inflation au cours des douze derniers mois s'est élevée à 2,2%, elle est estimée à 11,2% par les personnes interrogées, ce qui démontre une sensibilité forte à l'augmentation des prix, mais également une certaine méconnaissance de l'opinion en matière d'économie.** En outre, la quasi-totalité des Français estime que les prix ont augmenté au cours des derniers mois (93%), soit une augmentation très sensible par rapport à l'année dernière (+5 points) et plus encore par rapport à 2009 (+16 points).

- **Pour les Français, la tendance inflationniste est perceptible pour toutes les catégories de produits testées et surtout, de manière plus unanime que lors de la précédente vague d'enquête,** ce qui confirme bien le ressenti d'une augmentation des prix plus accentuée en 2011 qu'en 2010. Les produits alimentaires et l'essence sont perçus quasi-unaniment comme des produits subissant une hausse des prix (respectivement 93%, +8 points par rapport à 2009 et 92%, +17 points). Si le taux moyen d'augmentation estimé par les répondants se révèle assez proche de la réalité concernant l'essence (+15,1% contre +13,8% pour les chiffres de l'INSEE), la surestimation est patente s'agissant des produits alimentaires, puisque le taux d'augmentation estimé s'établit à 11,4% alors qu'il n'a été en réalité que de +3,0%. La tendance inflationniste est également nettement ressentie concernant l'immobilier puisque 84% des Français estiment que les prix y ont augmenté, soit une évolution à la hausse très marquée depuis 2010 (+15 points), avec un taux d'évolution sur un an établi à 13,1% selon les personnes interrogées. Dans une moindre mesure, les deux tiers des répondants estiment également que le prix des loisirs a crû (67%, +2 points), à leurs yeux de 13,8% en moyenne.

- **L'inflation est perçue comme un phénomène structurel de cette crise.** 94% des Français estiment que la hausse des prix se poursuivra au cours des douze prochains mois (51% « certainement » et 43% « probablement ») et 79% des Français considèrent que celle-ci sera structurelle et durable. Ils estiment que le taux d'augmentation pour l'année à venir sera du même ordre que celui qu'ils ont estimé pour les douze derniers mois (10,7%).

- **Le degré d'inquiétude face à la crise se révèle au plus haut,** ce qu'il faut rapprocher des nouveaux soubresauts mettant en danger direct les finances des Etats. **87% des Français se déclarent inquiets pour l'économie française pour les mois à venir dont 27% « très inquiets », un score qui n'avait été observé auparavant qu'en avril 2009.** Ce thème de l'inquiétude se déplace vers les finances publiques et la réduction de la dette de l'Etat devient ainsi la troisième priorité que les Français souhaitent que le gouvernement donne à sa politique économique. Elle est désormais citée par 34% des interviewés, soit le plus haut niveau jamais enregistré dans notre Baromètre Ifop/Robeco (+9 points par rapport à octobre 2010). Si celle-ci ne détrône pas la lutte contre le chômage, qui demeure la première préoccupation économique des Français - malgré une importante perte de vitesse dans l'opinion - (58%, -10 points), la réduction de la dette arrive presque désormais au niveau de l'incitation à la consommation des ménages (38%). Dans cette optique, la lutte contre l'inflation demeure perçue comme secondaire (17%, +1 point).

- **Dans ce contexte où l'inquiétude est généralisée concernant l'économie française, l'inflation est considérée comme un phénomène ayant des répercussions négatives et génère de réelles craintes :** 89% des personnes interrogées estiment que l'inflation a un impact sur leur pouvoir d'achat (+4 points par rapport à octobre 2010) et

82% déclarent qu'elle les inquiète (+8 points). Dans ce cadre, **63% des Français ont l'intention de modifier leurs comportements du fait de l'inflation. Ils envisagent de sanctionner avant tout les dépenses : 72% des personnes interrogées envisagent de dépenser moins dans les mois à venir**, et si ce comportement a toujours constitué la première solution face à l'inflation pour les ménages tout au long de notre baromètre, il est intéressant de remarquer que **cette réduction des dépenses est dorénavant la règle également parmi les catégories socioprofessionnelles supérieures**, alors qu'elle concernait auparavant principalement les catégories modestes. En outre, cette contraction du budget des ménages face à l'inflation touche également, dans une moindre mesure, l'épargne : **39% des personnes interrogées déclarent avoir l'intention d'épargner moins**, et seulement 22% davantage (38% prévoyant d'épargner autant).

- **Pour les mois à venir, les Français ne prévoient en revanche pas de changer leurs comportements en matière d'actions et d'obligations.** Ainsi, 60% des personnes interrogées déclarent ne pas avoir de tels produits financiers et ne pas envisager d'en acquérir dans les six mois à venir. Parmi les détenteurs de produits financiers, c'est le statu quo qui domine, 29% déclarant qu'ils vont maintenir leur part d'actions et d'obligations à l'identique. Seuls 5% envisagent de l'augmenter et 4% de la diminuer. **Pour autant, les Français demeurent majoritairement inquiets de l'impact de l'inflation sur leurs placements (53%) et en attendent des rendements limités.** Ainsi, 71% des détenteurs de produits financiers estiment que leurs placement n'atteindront pas leurs objectifs de rendements dans les mois à venir, ce score grimant même jusqu'à 83% parmi les personnes détenant des actions et des obligations. Ainsi, si ces dernières n'envisagent pas fondamentalement de modifier la part de produits détenus, ils en anticipent néanmoins des rendements plus modestes que par le passé.

- **39% des Français déclarent avoir pris des dispositions financières pour préparer leur retraite, soit une forte augmentation par rapport à l'année dernière, marquée par le vote de la réforme des retraites (+5 points).** Ce score augmente notablement parmi les personnes les plus proches de la retraite (53%, +11 points), alors qu'il diminue chez les plus jeunes (21% des 18-24 ans, -8 points), comme si, en cette période économique difficile, ceux-ci disposaient de moins de fonds à attribuer à cette fin et que les plus âgés, en anticipant une contraction accrue de leur budget pour leur retraite à venir, avaient au contraire augmenté leur épargne pour combler la diminution de leur revenus. **La souscription d'une assurance-vie (60%) et l'achat immobilier (50%) constituent les deux réponses les plus courantes pour préparer sa retraite, bien avant les produits financiers, tout de même cités par un tiers des personnes interrogées (32%).** Concernant les produits financiers et les assurances-vie, l'impact de l'inflation sur leur rentabilité à long terme n'est pris en compte que par 37% des personnes interrogées.

Ainsi, bien qu'en cette période difficile pour le budget des ménage, l'inflation soit finalement peu prise en compte dans les choix financiers, elle suscite néanmoins des craintes très élevées, à mettre en regard d'un contexte économique perçu comme très fortement anxiogène par l'opinion.

Frédéric Dabi,

Directeur général adjoint de l'Ifop

Cécile Lacroix-Lanoë

Chargée d'études senior, département Opinion et stratégies d'entreprises